

Costa Rica : face à l'« ajustement », des contestations « pacifiques » ou « pacifiées »

Sindy Morano Solano¹

La forte institutionnalisation des conflits sociaux et les mécanismes de « pacification » de la contestation participent à perpétuer l'imaginaire d'un Costa Rica démocratique souvent étiqueté « la Suisse de l'Amérique centrale ». Depuis 1995 toutefois, l'ajustement structurel et les politiques de libéralisation et de privatisation ont suscité plusieurs cycles de protestations, régulièrement réprimés.

L'objet de cette réflexion est de fournir quelques éléments d'analyses des mouvements sociaux du Costa Rica contemporain. Dès les années 1980, un mouvement social important et diversifié fut porteur d'une politique de résistance à l'application des programmes d'ajustement structurel (PAS), recommandés par les organismes financiers internationaux dans le contexte de crise économique mondiale. Cette décennie fut aussi marquée par le rôle fondamental joué par le mouvement paysan, par les syndicats de travailleurs et par une série d'acteurs populaires. Leurs actions et revendications adressées aux différents gouvernements portaient sur l'accès au logement et des mesures concrètes contre l'élévation du coût de la vie, notamment l'arrêt de la hausse du prix du transport public, de l'eau et de l'électricité (Alvarenga, 2005; Edelman, 2005; Molina, 1990; Raventos 1997).

1. Sociologue, chercheuse à l'Institut de recherches sociales (IIS) de l'Université du Costa Rica (UCR, San José) et membre de l'Observatorio Social de América Latina (Osal, Clacso).

Les deux décennies suivantes n'ont pas cessé d'être le témoin du rôle essentiel joué par les travailleurs du secteur public, en défense d'une série d'institutions publiques tels que l'Institut costaricain d'électricité, le Conseil d'administration portuaire et de développement économique de la côte atlantique et la Caisse costaricaine de sécurité sociale, parmi d'autres institutions. Celles-ci ont assuré depuis les années 1940 un monopole d'État sur l'électricité, l'administration des ports caribéens, ainsi qu'un système de santé d'accès universel pour l'ensemble de la population costaricaine.

Les grandes mobilisations populaires vécues par le pays au cours des trente dernières années ont donc visé la défense d'institutions publiques ou de droits acquis dans le cadre de l'État social costaricain. Cette défense du « public », cette revalorisation et cette appropriation du secteur public par les acteurs mobilisés sont entrées en conflit avec les vues portées par les partis politiques dominants pendant la période qui couvre les années 1982-2002, soit le Parti de libération nationale (PLN) et le Parti de l'unité sociale chrétienne (PUSC); elles sont aussi entrées en conflit avec le discours soutenu par l'idéologie d'État, par les médias et les entreprises, discours présentant l'État social costaricain comme inefficace et par là même, comme un État à réédifier selon la vision néolibérale (Hernandez, 2000).

En outre, la contestation sociale s'est développée dans un contexte de reconstruction des nationalismes. L'abolition de l'armée en 1949 après la guerre civile de 1948, la proscription et la répression des mouvements politiques d'extrême gauche, l'exaltation de l'image du « *Costaricain pacifique et démocratique* » face aux pays voisins minés par les conflits politiques, l'identification du Costa Rica à « la Suisse de l'Amérique centrale » constituent autant de facteurs d'alimentation d'un imaginaire de paix et de démocratie, qui ne peut laisser de place à la contestation. Au Costa Rica, seule la contestation « pacifique » est légitime.

Avec à l'esprit ces divers éléments, je décrirai ci-dessous les principales mobilisations qu'a connues le pays depuis 1995, une année qui de par son importance historique et politique a donné lieu à de nouvelles expressions et articulations du mouvement social.

Acteurs et mobilisations principales au Costa Rica depuis 1995

Le Costa Rica est un pays jouissant d'une grande tradition de mobilisation populaire: la défense du travail et de ses conditions, l'opposition aux politiques d'« ouverture » des institutions publiques, l'amélioration de la qualité des services publics ainsi que la participation à la prise de décision sont autant de revendications essentielles d'acteurs aussi divers que les travailleurs, organisés de manière formelle ou informelle, les organisations de quartiers incluant une large participation des femmes, les étudiantes et étudiants du cycle secondaire, les différentes associations universitaires et les défenseurs de l'environnement (Mora, 2008).

Les mobilisations principales qu'a connues le pays en 1995 en attestent. Cette année 1995 est une date essentielle dans l'histoire politique du Costa Rica, car c'est à ce moment que les principaux dirigeants du PLN et du PUSC, José Maria Figueres Olsen, président de la république à cette époque et l'ex-président Rafael Angel Calderon Fournier signèrent le pacte Figueres-Calderon. Avec ce pacte, ces partis politiques historiquement antagonistes² se mettaient d'accord quant au mécanisme d'ajustement structurel que devait subir le Costa Rica.

Le processus historique initié dans les années 1940 qui avait été à l'origine d'une vaste institutionnalisation du secteur public dans le pays (Rojas, 2009) parut alors en passe d'être rompu. Cette rupture provoquée par l'ajustement structurel ouvrit une série de conflits, tant, à l'évidence, elle ne pouvait compter sur le soutien de la plupart des acteurs sociaux. Ces cycles de contestation ont été les suivants.

La grève de 1995 du corps enseignant national

Cette grève, œuvre des enseignantes et enseignants du secteur public, d'une durée de plus d'un mois, rejetait la réforme de leur régime de pension, réforme édictée durant le gouvernement du président José Maria Figueres Olsen (1994-1998), du PLN. Malgré une importante mobilisation, la grève s'est terminée sans que la demande de rejet de cette réforme du régime des pensions – réforme qui modifiait substantiellement le profil des avantages bénéficiant aux

2. Les pères de ces deux présidents, José Maria Figueres Ferrer et Rafael Angel Calderon Guardia, furent les acteurs du conflit armé de 1948, déjà évoqué.

pensionnées et pensionnés – ait été satisfaite. En outre, la grève fut durement réprimée par le recours gouvernemental aux forces policières. Le non-paiement des salaires conduisit enfin beaucoup de grévistes à reprendre le travail.

La contestation contre le « Combo ICE » de l'année 2000

Cette contestation éclata avant l'approbation en première instance par l'assemblée nationale d'un projet de loi intitulé « Loi visant à l'amélioration des services publics d'électricité et de télécommunications et de la participation de l'État », mieux connu sous l'appellation « *Combo ICE* » et qui proposait d'ouvrir une brèche dans le monopole de l'Institut costaricain d'électricité (ICE). Ces mouvements de contestation se déroulèrent sous le gouvernement de Miguel Angel Rodriguez Echeverria (1998-2002), du PUSC, donnant lieu pendant quinze jours à 191 opérations de blocage de routes à travers le pays, blocages qui se sont accompagnés d'une large diversité d'actions de protestation (Mora, 2008). Grâce à cette mobilisation populaire sur tout le territoire national, Rodriguez Echeverria retira le projet de loi, ce retrait étant perçu comme une victoire de la mobilisation (Menjivar, 2004).

Articulation de plusieurs mouvements de contestation en 2004

En 2004, s'ouvrit un cycle de contestation qui permit l'articulation entre eux d'acteurs et de protestations assez différentes : contre le monopole de l'entreprise Riteve, en faveur de l'adoption d'une hausse des salaires pour les travailleurs du secteur public, pour des mesures visant à contrecarrer le coût élevé de la vie, contre le traité de libre commerce entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis (TLC)...

À partir de l'opposition à l'entrée en vigueur de la révision technique véhiculaire effectuée par le consortium espagnol Riteve, des secteurs de production des zones périphériques du pays, des groupements de transporteurs et des travailleurs du secteur public, entre autres acteurs, donnèrent naissance à une alliance politique qui, dans les années suivantes, stimula grandement l'opposition au TLC. Ces mouvements de contestation se déroulèrent sous le gouvernement d'Abel Pacheco de la Espriella (2002-2006), du PUSC, et furent vigoureusement réprimés par les forces publiques. Une augmentation salariale de 0,5 % fut néanmoins concédée, mais les autres revendications ne se sont pas vues satisfaites.

L'organisation de la contestation contre le TLC

L'opposition au TLC commença à se manifester dès 2003. Après plusieurs années de résistance durant lesquelles l'assemblée législative ne fut pas saisie du projet de loi du traité, le conflit relatif à celui-ci déboucha sur l'organisation d'un referendum, une première pour le Costa Rica et qui se tint le 7 octobre 2007. L'organisation de la mobilisation contre le TLC et l'apparition du mouvement d'opposition connu comme le Mouvement du Non se déroula sous la seconde présidence d'Oscar Arias Sanchez (2006-2010), du PLN.

En dépit du déséquilibre qui marqua le développement de ce processus, dû au fait que le Mouvement du Non manquait de ressources financières et n'avait pas accès aux médias (Cortès, 2008) – ceci parmi d'autres inégalités de traitement –, plusieurs acteurs collectifs s'organisèrent de manière autonome, tels que les Comités patriotiques. Ces comités, sans beaucoup de moyens, s'organisèrent au niveau municipal. On estime d'ailleurs qu'ils furent entre cent cinquante et cent quatre-vingts à se constituer à travers tout le pays (Raventos, 2008). Finalement, le « non » réussit à obtenir 48,3 % des suffrages, alors que le « oui », jouissant du soutien gouvernemental, des entreprises et des médias parvint à rallier 51,7 % des votes. En dépit donc d'une importante mobilisation populaire, la lutte contre le TLC a laissé un goût d'échec parmi les acteurs mobilisés (Mora, 2001).

Perspectives du mouvement social et de la contestation populaire

Les cycles de contestation brièvement décrits ici ont été des moments d'intensification des conflits et ont marqué les biographies politiques, personnelles et organisationnelles d'un grand nombre d'acteurs costaricains. L'histoire récente du Costa Rica met ainsi en évidence une grande expérience de mobilisation et d'organisation politique, en germe depuis les années 1980, et inscrit à son actif plusieurs luttes que, dans leur imaginaire, leurs acteurs perçoivent comme des expériences de « succès » ou d'« échec » politique.

La mobilisation contre le TLC a ouvert une nouvelle étape dans l'histoire du Costa Rica, non seulement à cause du processus d'ouverture des institutions publiques et de la mutation institutionnelle de l'État, mais aussi pour leurs implications en termes d'organisation politique et de lutte des acteurs collectifs. À cet égard, certaines tendances se sont accentuées en matière de conduite po-

litique de la contestation et quant à l'impact de celle-ci sur le mode d'organisation et d'action des acteurs mobilisés.

La première de ces tendances est le fort processus d'institutionnalisation dans lequel s'insèrent les acteurs : les conflits doivent se solutionner dans un espace institutionnel, lui donnant la primauté sur les actions de contestation. Cette tendance s'est vue accentuée par la capacité limitée des acteurs à mobiliser la rue, compte tenu du désenchantement politique qui a envahi le pays après le referendum.

La seconde tendance renvoie à la vigueur de la thèse selon laquelle il existe au Costa Rica un seul type de contestation, la contestation « pacifique ». Cette thèse a alimenté la persécution et la répression du mouvement populaire et des acteurs en état de mobilisation, y compris en donnant lieu à des poursuites en justice des participants aux actions de contestation (Mora, 2011 ; Serpaj, 2010).

Cela étant, une troisième tendance a trait à l'émergence d'une série de conflits qui ont surgi dans les zones périphériques du pays, tel le mouvement municipal pour la défense de l'accès à l'eau dans la province de Guanacaste, l'opposition à l'extraction minière à ciel ouvert à Crucita de San Carlos, dans le nord du pays, ou encore la lutte contre la pollution de l'eau causée par la production d'ananas dans la province de Limon. Ces nouvelles sources de conflits portés par des acteurs locaux en résistance sont révélatrices de nouveaux processus organisationnels à l'œuvre aujourd'hui au Costa Rica.

Traduction de l'espagnol : Ignace Hecquet

Bibliographie

- Alvarenga P. (2005), *De vecinos a ciudadanos. Movimientos comunales y luchas cívicas en la historia contemporánea de Costa Rica*, San Pedro, EUCR y EUNA.
- Cortés A. (2008), « Los límites del referéndum sobre el TLC como instrumento de participación política », *Revista de Ciencias Sociales*, 121/III.
- Edelman M. (2005), *Campesinos contra la globalización. Movimientos sociales rurales en Costa Rica*, San Pedro, IIS-EUCR.
- Hernández G. (2000), « El discurso del Pacto Figueres-Calderón. Un ejercicio de análisis estructural del discurso », in Pochet R. (dir.), *Discurso y análisis social. Métodos cualitativos y técnicas de análisis*, San José, EUCR.
- Menjívar M. (2004), « Acciones colectivas en Costa Rica al final del Siglo XXI: entre la continuidad y el orden », *Revista de Ciencias Sociales*, 107/IV.
- Molina E. (1990), « Repercusiones político-organizativas del acuerdo político firmado entre los frentes de vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez », Tesis en Sociología, San Pedro, UCR.

- Mora S. (2008), «Diez años de acciones colectivas en Costa Rica», *Revista Centroamericana de Ciencias Sociales*, Flacso, 8/V.
- Mora S. (2011), *La política de la calle. Organización, autonomía y política en la Costa Rica contemporánea*, inédito.
- Raventós C. (1997), «De la imposición de los organismos internacionales al "ajuste a la tica". Nacionalización de las políticas de ajuste en Costa Rica en la década de los años ochenta», *Revista de Ciencias Sociales*, 76.
- Raventós C. (2008a), «Balance del referendo del TLC en Costa Rica a la luz de la teoría de la democracia», *Revista de Ciencias Sociales*, 121/III.
- Rojas M. (2009), «Elecciones y Referéndum: Un balance general», in Rojas M. et Castro M. (dir.), *Elecciones 2006 y referéndum*, Costa Rica, Flacso.
- Serpaj (2010), «Situación de Defensores en Costa Rica. Para un Informe ante la CIDH. Sobre criminalización y persecución de defensores/as de DDHH - Caso Costa Rica», Costa Rica.